



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 17/02/25

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DISTRIBUTION SANITAIRE CHAUFFAGE**

Rue Frédéric Mansuy  
ZAC d'Atton  
54700 ATTON

Références : 0106\_2025  
Code AIOT : 0006207919

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2025 dans l'établissement DISTRIBUTION SANITAIRE CHAUFFAGE implanté ZAC D'ATTON 54700 ATTON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DISTRIBUTION SANITAIRE CHAUFFAGE
- ZAC D'ATTON 54700 ATTON
- Code AIOT : 0006207919
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DSC est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2008-301 du 29 janvier 2008 à exploiter un

entrepôt couvert sur la commune de ATTON.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	État des stocks simplifié	AP de Mise en Demeure du 10/09/2024, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Exercice de défense contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 10/09/2024, article 3	Levée de mise en demeure
3	Exercice d'évacuation	AP de Mise en Demeure du 10/09/2024, article 4	Levée de mise en demeure
4	Plan de défense incendie	AP de Mise en Demeure du 10/09/2024, article 5	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 24 janvier 2025 a permis de constater que la société DSC a respecté partiellement les dispositions de l'arrêté de mise en demeure 2024-0260 du 10 septembre 2024. Concernant l'état des stocks simplifié, article de l'arrêté de mise en demeure, si la mise en demeure ne peut pas être levée, l'exploitant dispose néanmoins d'un premier stock simplifié qui est en cours d'amélioration afin de répondre complètement aux exigences de l'arrêté ministériel.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Etat des stocks simplifié**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/09/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Maîtrise des stockages
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Sous 3 mois</b> , l'exploitant respecte les dispositions du point 1.4.I de l'Annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/17 susvisé en établissant son état des stocks simplifié.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à la préfecture ainsi qu'à l'inspection, les plans permettant de localiser les quantités stockées regroupées par rubrique ICPE dans son état des stocks simplifié. Cet état des stocks, s'il permet maintenant une localisation des stocks par rubrique ICPE, est en cours d'amélioration notamment par rapport à la typologie de produit vulgarisée et à la nécessité

de synthétiser les quantités par zone de stockage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Si les documents transmis permettent d'ores et déjà de répondre partiellement à l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure, l'exploitant transmettra à l'inspection l'état des stocks simplifié dans sa version finalisée sous un délai d'un mois comme il s'y est engagé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 2 : Exercice de défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/09/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Sous 3 mois</b> , l'exploitant respecte les dispositions du point 13 de l'Annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/17 susvisé en réalisant un <b>exercice de défense contre l'incendie et en transmettant le compte-rendu</b> .
<b>Constats :</b>  L'exercice de défense contre l'incendie effectué le 16/10/2024 a mobilisé 97 personnes (personnels du site et pompiers) pendant une quarantaine de minutes. Le compte-rendu transmis à la préfecture et à l'inspection indique comme scénario un départ de feu dans un bureau à partir d'un broyeur à papier. S'il conclut à une bonne réactivité des personnels et à une communication fluide avec les secours, il indique en piste d'amélioration la mise en place de détection incendie dans les bureaux administratifs et recommande une formation des personnels guides files et serres files aux moyens de communication mis en place récemment.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 3 : Exercice d'évacuation

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/09/2024, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Sous 3 mois</b> , l'exploitant respecte les dispositions du point 14 de l'Annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/17 susvisé en réalisant un exercice d'évacuation <b>et en transmettant le compte-rendu</b> .
<b>Constats :</b>  L'exercice d'évacuation effectué le 19/09/2024 a mobilisé 58 personnes. Le compte-rendu transmis à la préfecture et à l'inspection indique un minutage relevé pour

l'ensemble du personnel de 4 minutes mais souligne la nécessité d'une formation complémentaire et recommande d'ajouter une sirène dans la zone de stockage extérieur côté parking.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 4 : Plan de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/09/2024, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Sous 3 mois</b> , l'exploitant respecte les dispositions du point 23 de l'Annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/17 susvisé en établissant son Plan de Défense Incendie.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à la préfecture et à l'inspection son plan de défense incendie qui correspond aux attentes de l'arrêté ministériel du 11/04/17. L'inspection a constaté que le local TGBT, contrairement à la photographie présentée page 35, n'est plus encombré par de nombreux cartons.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure